



L'impérialisme de l'argent

Pour débiter l'année, j'aimerais vous souhaiter une bonne et heureuse année 2026, mais avouons qu'elle nous laisse déjà un goût amer. Il a plusieurs années, avec la montée du néolibéralisme, Eduardo Galeano nous demandait : « À quelle sauce désirons-nous (les peuples) être mangés? » Sous l'impérialisme de l'argent, il n'y a plus de souveraineté possible.

Le bien commun et les services publics sont menacés partout où ils existent parce que les néolibéraux (milliardaires et politiciens), considèrent que ce sont des entraves inadmissibles à la liberté du capital. C'est pourquoi le Venezuela a été agressé, puisque le pétrole y a été nationalisé, et que le Canada, petit chien docile des États-Unis, devient un exemple gênant aux yeux des capitalistes états-uniens.

Un Québec indépendant ne ferait pas exception à cette règle puisque notre mauvais système de santé et notre piètre système d'éducation public sont déjà considérés de trop. Hydro-Québec, plus grande société d'État en Amérique, est une hérésie qui fait

saliver les marchands du temple de Wall Street. Gageons que Donald ne tardera pas à exiger sa privatisation.

L'état de délabrement moral est tel que nous n'admettons pas les génocides en cours, et que le prix Nobel de la paix a été attribué à une personne qui diffuse la haine et réclame une intervention armée contre son propre pays, offrant son pétrole comme monnaie d'échange pour accéder au pouvoir. (Répétez prix Nobel de la paix jusqu'à ce que vous y croyiez.)

Les journalistes me font pleurer avec leur méconnaissance crasse et leur oubli de l'histoire. Selon eux, Nicolas Maduro est un dictateur. 25 ans de chavisme et de tentatives de renversement, d'assassinats par les forces de droite, de sabotages énergétiques et de sanctions économiques, pour enrayer un processus populaire afin d'échapper à la pauvreté et construire un avenir souverain hors des griffes de l'Empire. Il est vrai qu'il est plus facile de s'identifier aux classes bourgeoises blanches et éduquées qui dominent les pays d'Amérique latine que de souhaiter l'émancipation des classes

populaires. Pour ce qui est du trafic de drogue, l'Équateur du milliardaire Daniel Noboa, est devenue championne de l'exportation de cocaïne. Étrangement, il a le soutien indéfectible de Washington?

Pendant que Donald menace d'envahir le monde entier et que les Américains en ont peur, l'Europe et le Canada se soumettent passivement. Mais, soumis ou pas, il mettra ses menaces à exécution puisque rien ne peut l'arrêter.

Bienvenu dans le monde de Georges Orwell, avec son Ministère de la Vérité où l'histoire est réécrite à chaque saison au gré des nouvelles alliances, des guerres de colonisation et des intérêts géopolitiques à défendre.

Yves Carrier

Dans ce numéro :	
Les causes structurelles de la pauvreté	2-3
Quand l'histoire frappe à notre porte	4-5
Bandung Plus	6-10
Un despotisme hors-la-loi	11-13
Les dix commandements	14-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Éradiquer les causes structurelles de la pauvreté, L'exhortation apostolique de Léon XIV sur l'amour des pauvres

Par Francisco Aquino Junior, 23 novembre 2025

Théologien, prêtre et enseignant universitaire du diocèse de Fortaleza au Brésil

Site Amerindia www.amerindia.org

L'exhortation apostolique Dilexi Te (Je t'ai aimé) du pape Léon XIV, "sur l'amour aux pauvres", parle "d'engagement envers les personnes en situation de pauvreté et envers la transformation des causes structurelles de la pauvreté (DT 2), du "changement des mentalités avec des implications culturelles" (DT 3) et de l'attention religieuse privilégiée et prioritaire" envers les personnes en situation de pauvreté (DT 114). Ce sont des aspects ou des dimensions fondamentales du soin aux personnes en situation de pauvreté dans l'Église: assistance et promotion, transformation des structures sociales, changement de mentalité et attention spirituelle.

De toutes les dimensions et les formes d'attention aux personnes en situation de pauvreté, la plus exigeante et celle qui rencontre le plus de difficulté, voire même de l'opposition dans l'Église, c'est "l'éradication des causes sociales et structurelles de la pauvreté" (DT 10). La plus commune c'est l'assistance sociale (aide immédiate). Il existe également d'innombrables œuvres de promotion (de centres de réhabilitation, d'ateliers pour générer des revenus, de culture, etc.) Mais lorsqu'il s'agit de lutter pour la "transformation de la société" (DT 97), les difficultés, la résistance et l'opposition, sont nombreuses. Or, l'assistance sociale et la promotion sont plus simples et faciles de mener à terme, elles produisent généralement moins de conflits

et peuvent être réalisées par des personnes et des groupes qui défendent et font la promotion de politiques qui concentrent la richesse et produisent de la pauvreté et de la misère. Néanmoins, la lutte pour la transformation de la société est beaucoup plus difficile et complexe, elle requiert la mobilisation et l'organisation populaire, et elle affronte des conflits avec des groupes et des secteurs dominants. Il ne faut pas oublier que plusieurs groupes à l'intérieur de l'Église qui réalisent un labeur admirable d'assistance et de promotion sont liés à des secteurs et à des projets politiques qui étouffent les droits humains et notre maison commune, détruisent les droits du travail, promeuvent des politiques qui concentrent la richesse et augmentent la pauvreté ou les appuient.

De là l'importance et la nécessité de considérer avec attention cette dimension du soin des personnes en situation de pauvreté dans l'Église, qui consiste en la lutte pour la transformation de la société et le dépassement des causes structurelles de la pauvreté. Cela exige autant la reconnaissance de la pauvreté comme un fait social, résultant des structures sociales injustes, qu'un engagement social pour transformer ces structures qui produisent la pauvreté et la misère dans le monde.

Il est nécessaire de reconnaître que la pauvreté n'est pas une condition naturelle, le produit du destin, et encore moins la volonté divine: "Les pauvres ne sont pas pauvres par hasard, ni par un destin aveugle et amer. (...) Parmi eux, il y a aussi, clairement, ceux qui ne veulent pas travailler, peut-être parce que leurs ancêtres ont travaillé toute leur vie pour finir dans la pauvreté. Mais il existe de nombreux hommes et de nombreuses femmes qui travaillent de l'aube au crépuscule, ramassant des cartons, par exemple (...), même s'ils savent que leurs efforts ne leur permettent que de survivre et n'améliorera jamais réellement leur niveau de vie. Nous ne pouvons pas dire que la majorité des personnes en situation de pauvreté se trouvent dans cette situation parce qu'ils n'ont pas obtenu les "mérites", selon la fausse conception de la méritocratie d'après laquelle seuls ceux qui ont obtenu du succès dans la vie le méritent" (DT 14). La cause la plus fondamentale de la pauvreté est structurelle. Léon XIV parle ici, avec l'épiscopat latino-américain, du "péché social" ou des "structures de péché qui créent la pauvreté et les inégalités extrêmes" (DT 90-98).

Il est nécessaire d'affronter les causes structurelles de la pauvreté. Cela exige de dénoncer la dictature d'une économie qui tue et les idéologies qui défendent l'autonomie absolue des marchés et la spéculation financière (DT 92). Cela requiert un engagement envers les transformations des structures injustes à travers la force du bien, du changement de mentalités et, aussi, avec l'aide de la science et de la technologie, au moyen de politiques efficaces pour la transformation de la société (DT 97).

Cela demande de reconnaître que la réalité se comprend mieux à partir des périphéries et que les pauvres sont sujets d'une intelligence particulière, indispensable pour l'Église et pour l'humanité (DT 82). Cela exige de partir des "lieux et des espaces, des maisons et des villes, où vivent et marchent des personnes en situations de pauvreté" (DT 96), de

reconnaître les "personnes en situation de pauvreté comme des sujets" (DT 99-102) et d'agir avec les mouvements populaires (DT 80-81) dans la lutte "contre les causes structurelles de la pauvreté, l'inégalité, le manque de travail, de terre et de logement, la négation des droits sociaux et du travail (DT 81).

À l'intérieur de l'Église, il est primordial d'articuler le service d'assistance et la promotion humaine avec la lutte pour la transformation des structures sociales. Certainement, les charismes sont divers, ce qui est positif autant pour l'Église que pour la société. Mais c'est une contradiction de se dédier aux services d'assistance et de promotion des personnes en situation de pauvreté et, en même temps, de défendre des politiques et des idéologies qui justifient et fomentent la destruction des droits sociaux et du travail, les préjugés et la violence, la concentration de la richesse et la destruction de notre maison commune. La lutte pour la justice est une dimension fondamentale et une exigence de la foi chrétienne!

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier



Quand l'histoire frappe à notre porte

Par Mohamed Lofti, 3 janvier 2026, Facebook

Hitler serait-il de retour? Poser la question n'est pas convoquer un fantôme par goût de l'excès. C'est nommer une mécanique. La mécanique de la domination qui avance masquée, qui parle de sécurité et de grandeur qui banalise d'abord la menace avant de la rendre inévitable. Ceux qui refusent de l'admettre préfèrent croire que l'histoire a appris sa leçon, que les noms changent et que le danger disparaît avec eux. Mais le danger ne porte pas un seul visage. Il se reconnaît à son langage, à sa mise en scène, au bruit des bottes.

Une intervention militaire sous le ciel lourd de Caracas agit comme un rappel sourd. Elle renvoie à un temps que l'on croyait enfoui. Un temps où l'ordre était imposé par la conviction glacée d'un seul homme qui décidait pour tous les autres. Ou plutôt, un temps où tous les autres laissaient un seul homme décider pour eux.

Il surgit toujours ainsi. D'abord à la télévision, les journaux, les médias sociaux, puis dans les salons par l'image répétée de la puissance. Des avions de guerre décrits comme des symboles de paix. Une assurance hautaine qui confond la force et le droit. Peu à peu la violence devient familière. Après Gaza, l'Iran, le Nigeria, juste dans les derniers mois, le Venezuela semble n'être qu'une formalité de plus, presque anodine, presque acceptable.

La gueule du dictateur satisfait se nourrit de l'obéissance des autres et du silence de ceux qui doutent. Elle avance en prétendant ne faire que ce qui doit être fait. Elle s'appuie sur la fatigue des peuples et sur leur peur. Elle répète que l'urgence justifie tout,

même l'écrasement, même l'humiliation, même la mort. L'histoire alors cesse d'être une abstraction. Elle ne peut plus rester tel un livre rangé sur une étagère.

Malgré sa lenteur l'histoire possède une mémoire tenace. Elle se souvient des Hitler, des Mussolini, des Néron, des Napoléons. De leurs cortèges, de leurs foules hypnotisées, de leurs guerres présentées comme nécessaires. Elle se souvient surtout de leur chute. Aucun d'eux n'a échappé à la gravité du temps. Tous ont fini rejetés non seulement vaincus mais vidés de leur mythe, relégué dans la poubelle de l'histoire où s'entassent les folies de grandeur.

Reste alors une seule question. À quel prix?

Comparer l'époque de Hitler à celle de Trump ne signifie pas confondre les contextes ni nier leurs différences profondes. Les cadres historiques économiques et géopolitiques ne sont pas les mêmes. Les formes du pouvoir ont changé. Les moyens de communication se sont transformés. Pourtant un fil invisible demeure. Il relie les époques par l'esprit et par le désir de domination. Ce fil traverse les discours, les foules et les institutions avec une troublante constance.

Chez Hitler comme chez Trump la logique repose sur une simplification brutale du monde. Un récit qui oppose un nous fantasmé à un eux désigné comme menace. Un langage qui flatte les instincts primaires et promet le rétablissement d'une grandeur perdue. Le chef s'érige en incarnation de la nation. Il parle au nom du peuple tout en exigeant sa soumission.

La violence n'est pas toujours immédiate ni toujours militaire. Elle est d'abord symbolique. Elle s'exerce par la parole par l'humiliation par la désignation de boucs émissaires. Elle prépare le terrain.

L'impuissance des peuples face à la tyrannie d'un seul homme apparaît alors comme un motif récurrent. Elle ne naît pas d'un coup. Elle s'installe dans la fatigue collective dans la peur du déclassement dans la perte de repères. Quand les institutions vacillent, quand la vérité devient relative quand le mensonge se répète sans conséquence, l'autorité se concentre. Beaucoup se taisent par lassitude. D'autres obéissent par intérêt. Certains applaudissent par conviction. Le résultat est le même. Une nation entière se retrouve entraînée par la vision d'un seul.

De nombreux ouvrages ont tenté de comprendre cette soumission massive. Ils montrent qu'elle n'est ni un mystère absolu ni une fatalité irrationnelle. Elle est le produit d'un contexte précis. Crises économiques humiliations collectives sentiment d'abandon peur du chaos. Dans ces moments le désir d'ordre l'emporte sur le désir de justice. La promesse d'un homme fort rassure plus qu'elle n'inquiète. Le racisme et le totalitarisme ne surgissent pas seuls. Ils trouvent un terrain préparé par l'angoisse et par l'aveuglement.

Ce qui frappe alors n'est pas seulement la répétition des figures mais la répétition des mécanismes. L'histoire ne se répète pas à l'identique mais elle bégaie. Elle rappelle que la domination ne dépend pas uniquement de celui qui commande mais aussi de ceux qui acceptent de suivre. Comprendre cela n'est pas condamner les peuples. C'est reconnaître leur vulnérabilité. C'est admettre que sans vigilance sans mémoire et sans résistance collective, les mêmes causes produisent inlassablement les mêmes effets.

Le temps des vivants

Que finisse le temps des victimes
 passe passe le temps des abîmes
 il faut surtout pour faire un mort
 du sang des nerfs et quelques os

que finisse le temps des taudis
 passe passe le temps des maudits
 il faut du temps pour faire l'amour
 et de l'argent pour les amants

vienne vienne le temps des vivants
 le vrai visage de notre histoire
 vienne vienne le temps des victoires
 et le soleil dans nos mémoires

ce vent qui passe dans nos espaces
 c'est le grand vent d'un long désir
 qui ne veut vraiment pas mourir
 avant d'avoir vu l'avenir

que finisse le temps des perdants
 passe passe le temps inquiétant
 un feu de vie chante en nos coeurs
 qui brûlera tous nos malheurs

que finisse le temps des mystères
 passe passe le temps des misères
 les éclairs blancs de nos amours
 éclateront au flanc du jour

vienne vienne le temps des passions
 la liberté qu'on imagine
 vienne vienne le temps du délire
 et des artères qui chavirent

un sang nouveau se lève en nous
 qui réunit les vieux murmures
 il faut pour faire un rêve aussi
 un coeur au corps et un pays

que finisse le temps des prisons
 passe passe le temps des barreaux
 que finisse le temps des esclaves
 passe passe le temps des bourreaux

je préfère l'indépendance
 à la prudence de leur troupeau
 c'est fini le temps des malchances
 notre espoir est un oiseau
 Gilbert Langevin

Bandung Plus dans un monde multacentrique

Par Javier Vadell, Tektonicos

Other News, Voz en contra de la coriente

5 janvier 2026

En avril 1955, vingt-neuf États asiatiques et africains nouvellement décolonisés se réunirent à Bandung, en Indonésie, pour la Conférence afro-asiatique. Sortant de la crise de l'impérialisme et dans un contexte de Guerre froide croissante, ces États rejetèrent l'idée que leur rôle sur la scène politique mondiale devait être dérivé ou subordonné. Autrement dit, ils ne se réunirent pas pour revendiquer une place à la table des puissances mondiales, mais pour en construire une autre. Ils rejetèrent la logique de la Guerre froide, qui les contraignait à choisir entre Moscou et Washington, et lancèrent un ensemble de principes dont la pertinence demeure frappante aujourd'hui : les cinq principes de coexistence pacifique, également connus sous le nom de *Panchsheel*, initialement convenus entre la République populaire de Chine et l'Inde en 1954. Ces cinq principes furent formalisés lors de la Conférence de Bandung en 1955 et constituent le fondement des relations internationales entre les pays du Sud.

1. Respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale
2. Non-agression
3. Non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États
4. Égalité et bénéfice mutuel
5. Coexistence pacifique

L'objectif des nations participantes n'était pas de s'intégrer de manière subordonnée à l'ordre bipolaire existant, mais d'articuler des principes alternatifs qui seraient plus tard connus sous le nom d'« Esprit de Bandung », combinant solidarité anticoloniale, égalité souveraine, justice raciale et développement comme voie vers l'émancipation.

Soixante-dix ans plus tard, au cœur d'un processus de transition marqué par un chaos systémique, où de multiples crises se reproduisent sous diverses formes : crises géopolitiques, crises climatiques, surendettement des pays en développement, dépendance numérique, offensives impérialistes dans les pays du Sud sur fond de rivalité renouvelée entre grandes puissances, l'esprit de Bandung réapparaît non seulement comme une commémoration historique, mais aussi comme une source d'inspiration et un modèle normatif pour les pays du Sud.

Plusieurs questions essentielles se posent alors : les pays du Sud ont-ils progressé vers un projet collectif inclusif et souverain ? La promesse de développement social a-t-elle été tenue ou a-t-elle échoué ? L'élargissement des BRICS en BRICS Plus constitue-t-il la réalisation institutionnelle des aspirations de Bandung, ou un éloignement de celles-ci ?

Il nous est peut-être impossible de répondre définitivement à ces questions ; toutefois, nous comprenons que 2025 représente un tournant historique qui exige non seulement de commémorer la Conférence afro-asiatique, mais aussi un renouveau conceptuel. Dans cette optique, nous proposons la notion de « Bandung Plus », un cadre qui, tout en préservant les fondements éthiques de Bandung, en redéfinit la portée pour relever les défis du XXI^e siècle.

L'analyse est développée en trois parties :

Bandung et ses ramifications institutionnelles : réussites et limites

Bandung a marqué une rupture politique et épistémologique. Son communiqué final a énoncé dix principes – souveraineté, non-ingérence, non-agression, égalité – qui faisaient écho à la Charte des Nations Unies. Cependant, ses contributions les plus durables ont été d'ordre institutionnel et idéologique plutôt que juridique.

Deux formations majeures ont émergé de cette impulsion :

1. Le Mouvement des non-alignés (MNA) de 1961

Il a institutionnalisé l'autonomie stratégique, contestant l'impérialisme, l'apartheid et l'hégémonie nucléaire. De plus, il a redéfini le non-alignement comme une action concrète, et non comme une neutralité passive.

2. Le Groupe des 77 (G77) de 1964

Elle a été créée en collaboration avec la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et visait une participation plus équitable à la gouvernance économique mondiale, en promouvant le transfert de technologies, des prix

équitable pour les produits de base et un traitement spécial pour les pays les moins développés.

Ensemble, le Mouvement des non-alignés (MNA) et le G77 ont catalysé les revendications en faveur d'un nouvel ordre économique international (NOEI) dans les années 1970. Le NOEI promouvait des propositions visant à restructurer le commerce mondial, la finance et les régimes de propriété intellectuelle afin de favoriser une justice axée sur le développement. Ce projet a connu des succès partiels : le colonialisme a été délégitimé, la discrimination raciale a été condamnée et les pays en développement ont renforcé leur présence institutionnelle.

Cependant, le sommet de Cancún (1981), censé inaugurer des négociations de fond entre les pays développés du Nord et les pays du Sud, échoua face à l'opposition occidentale. La crise de la dette mexicaine de 1982 déclencha un effondrement financier régional, suivi des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, qui démantelèrent les stratégies de développement menées par les pays en développement et subordonnèrent les priorités nationales à des conditions extérieures.



La Nouvelle Initiative Économique et Sociale (NEIS) n'a pas été vaincue militairement : elle a été neutralisée par l'endettement, l'austérité et la conditionnalité dès les prémices d'une mondialisation néolibérale qui allait être renforcée par l'effondrement de l'Union soviétique. Avec l'essor de la mondialisation néolibérale dans les années 1990, les pays du Sud se sont fragmentés et dépolitisés, et l'esprit de Bandung a été jugé obsolète.

Au-delà du déclin : les BRICS, les BRICS Plus et le tournant multipolaire

Le XXI^e siècle a débuté par une redéfinition des attentes. La crise financière mondiale de 2008 a mis en lumière les faiblesses structurelles de la gouvernance financière occidentale et remis en cause la stabilité supposée d'un monde unipolaire dont le néolibéralisme était l'étendard idéologique. Parallèlement, l'essor économique de la Chine, le dynamisme démographique et technologique de l'Inde, le leadership régional du Brésil et l'activisme diplomatique de l'Afrique du Sud ont créé les conditions propices à l'émergence des BRICS.

Fondé en 2009 (l'Afrique du Sud l'ayant rejoint en 2010), le groupe a d'abord suscité du scepticisme. Cependant, il a développé une infrastructure institutionnelle concrète :

- La Nouvelle Banque de Développement (NBD, 2014) : axée sur le financement des infrastructures sans les conditionnalités traditionnelles des institutions occidentales
- Le mécanisme de réserve contingente (MRC) : un mécanisme de liquidité pour les crises de la balance

des paiements

- Déclarations annuelles soutenant la réforme de l'ONU, la réforme des institutions financières pour une meilleure représentation des pays du Sud, le multilatéralisme et la justice climatique.

L'importance stratégique du bloc a évolué entre 2023 et 2024 avec l'admission de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis (EAU) et, plus tard, de l'Indonésie, en tant que membres à part entière des BRICS, élargissant considérablement sa base géographique, civilisationnelle et de ressources (l'Argentine était initialement prévue, mais suite au changement de gouvernement d'Alberto Fernández à Javier Milei, ce dernier a décliné l'invitation en raison de son alignement sur les États-Unis). Par ailleurs, le statut de membre associé des BRICS a été créé, intégrant le Belarus, la Bolivie, Cuba, le Kazakhstan, la Malaisie, le Nigeria, la Thaïlande, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Vietnam. L'attrait des BRICS Plus est tel que plus de cinquante pays ont manifesté leur intérêt pour rejoindre le groupe, positionnant cette institution comme un espace central de coopération entre les puissances émergentes et les pays du Sud, avec des propositions pour une gouvernance mondiale inclusive, multilatérale, souveraine et plus démocratique.

Contrairement au Mouvement des non-alignés, BRICS Plus ne prône pas un non-alignement uniforme. Ses membres divergent sur des questions telles que les conflits en Ukraine, en Palestine et d'autres conflits régionaux. BRICS Plus incarne plutôt un pluralisme pragmatique : une coopération sélective entre États aspirant à un développement souverain et à un multilatéralisme accru.

Malgré des trajectoires divergentes et des intérêts conflictuels, on peut affirmer que les membres du BRICS Plus partagent des aspirations communes. Ce groupe devient un pilier géopolitique essentiel d'une mondialisation nouvelle, plus inclusive et coopérative, visant à dépasser la mondialisation néolibérale et l'ancien ordre international libéral. Ce dernier n'est plus qu'une illusion, incapable de dissimuler la domination prédatrice des intérêts impérialistes américains, désormais incapables de fournir des biens publics mondiaux comme par le passé.

L'ordre fondé sur des règles est abandonné au profit de l'agression unilatérale exprimée dans la Stratégie de sécurité internationale des États-Unis, publiée en novembre 2025. Dans ce document, la politique étrangère américaine abandonne définitivement le «non interventionnisme» prôné par les «pères fondateurs» du pays. L'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays est devenue la norme, recourant à diverses méthodes : guerre hybride, sanctions et interventions militaires. Il s'agit d'une stratégie de repli, teintée d'impérialisme et empreinte d'une approche « anti-Bandung ».

Conclusions : Bandung Plus vers un projet renouvelé pour les pays du Sud ?

Face à ce contexte géopolitique dangereux pour les pays du Sud, les pays BRICS Plus s'efforcent de créer les conditions d'une plus grande autonomie politique afin de promouvoir des expériences de développement souveraines. De même, l'idée d'un «Bandung Plus» offrirait un cadre normatif pour contrer l'unilatéralisme, l'interventionnisme et l'impérialisme de la domination assumée exercée par les États-Unis sous l'administration Trump. Bandung

Plus représente donc non seulement un rejet de l'arrogance de la violence, mais aussi une évolution majeure dans un monde multiculturel.

Dans cette optique, nous proposons six piliers fondamentaux de résistance programmatique pour un Bandung plus :

1. Justice écologique

Cela impliquerait l'institutionnalisation de mécanismes de gestion des pertes et dommages publics afin de promouvoir les échanges de dettes contre nature et de garantir un accès équitable aux technologies vertes.

2. Promotion de la souveraineté numérique

Mettre en place des systèmes de gouvernance des données pilotés par les pays du Sud, afin de promouvoir l'innovation open source et de développer des normes numériques adaptées aux besoins de ces pays.

3. Une communauté mondiale pour un avenir partagé

Promouvoir les normes largement reconnues des relations internationales, le respect mutuel et la sécurité coopérative, la non-intervention et la coexistence des civilisations.

4. Démocratisation institutionnelle

: Réformer l'ONU et les institutions de Bretton Woods ; promouvoir des systèmes de vote pondérés par la population et les besoins de développement ; et formaliser les espaces pour la société civile.

5. Solidarité pluraliste

Promouvoir un modèle d'engagement fondé sur des principes : coopérer là où il existe des intérêts communs en évitant les formes d'alignement coercitives.

6. Initiative pour une gouvernance mondiale inclusive :

Renforcer les Nations Unies pour consolider une architecture de gouvernance plus efficace et représentative.



Bandung Plus ne doit pas être une initiative exclusivement étatique. Sa viabilité repose également sur la collaboration avec les mouvements sociaux, les syndicats, les communautés religieuses et les réseaux de jeunesse, réaffirmant ainsi l'engagement initial de Bandung en faveur d'un développement par et pour le peuple.

Le soixante-dixième anniversaire de Bandung ne doit pas se réduire à une célébration nostalgique, mais exige une évaluation critique de ses réalisations et de ses limites, ainsi qu'un engagement renouvelé envers un projet d'émancipation inachevé.

La génération de Bandung a laissé un héritage et a compris que :

- la souveraineté sans développement n'est qu'une expression vide de sens ;
- le développement sans solidarité reproduit la dépendance ;
- et la solidarité sans expression institutionnelle est éphémère.

BRICS Plus recèle un potentiel institutionnel sans précédent. Mais ce potentiel ne prend tout son sens que lorsqu'il est fermement ancré dans les fondements éthiques de Bandung.

Un programme Bandung Plus exige donc de transformer la mémoire en mandat et la commémoration en une source d'inspiration pour la coexistence des civilisations dans un ordre mondial plus juste, pluraliste et écologiquement durable.

Javier Vadell, spécialiste des affaires internationales, est professeur au département des relations internationales et coordonnateur de la spécialisation sur la Chine contemporaine à l'Université pontificale catholique de Minas Gerais. Il est titulaire d'une licence en relations internationales de l'Université nationale de Rosario (UNR) et d'un doctorat en sciences sociales de l'UNICAMP (Brésil).



La nouvelle doctrine Trump: Un despotisme hors-la-loi

Par Gerardo Pisarello* – Contexte et action (CTXT)

Other News, Voz contra la coriente,

La franchise avec laquelle le président américain a défendu le recours à la force brute dans les relations internationales pourrait se retourner contre lui.

De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer l'illégalité flagrante des actions militaires des États-Unis au Venezuela. Ce n'est pas nouveau. Cependant, le discours prononcé par Donald Trump le 3 janvier revêt un caractère historique. Pour la première fois, un président américain a affirmé ouvertement et sans ambages son droit d'envahir et d'occuper tout pays qu'il juge nécessaire, pourvu qu'il lui permette de s'emparer de ses ressources naturelles.

Dans un premier temps, Trump a également évoqué le statut présumé de Nicolas Maduro, le qualifiant de « terroriste » ou de « trafiquant de drogue » impliqué dans un complot. Cependant, il ne l'a fait qu'avec peu de conviction et sans fournir la moindre preuve. Cela s'explique en partie par le fait qu'il avait gracié peu de temps auparavant l'ancien président hondurien Juan Orlando Hernández, condamné à 45 ans de prison pour trafic de drogue aux États-Unis.

Trump n'a pas insisté sur l'accusation de trafic de drogue ni fourni la moindre preuve à l'appui, préférant exposer clairement la raison principale de l'intervention militaire : le contrôle du pétrole. Contrairement aux cas précédents, il n'a fait aucun appel aux « armes de destruction massive », à la défense de la « démocratie » ou aux « valeurs occidentales ». Ce que Trump a voulu souligner sans ambages, c'est que, désormais, les États-Unis se

réservent le droit de bombardier et d'occuper tout pays qui entrave leur accès au pétrole ou aux ressources essentielles, par exemple en raison de leurs liens commerciaux avec la Chine.

Selon Trump, ce droit d'intervention concerne principalement l'Amérique latine, considérée comme la « cour arrière » des États-Unis, conformément à ce qu'il vient de rebaptiser la « doctrine Donroe ». Cependant, le président américain l'a longtemps perçu comme un pouvoir universel : ce qui vaut pour les ressources du Venezuela vaut également pour celles du Groenland, du Canada, de la Colombie ou du Mexique. Voire, en réalité, pour tout pays susceptible de jouer un rôle important dans l'accès régional à ces ressources, comme le Nigeria, l'Iran ou la Palestine elle-même.

La franchise avec laquelle Trump a défendu le recours à la force brute dans les relations internationales est sans précédent. Mais cette sincérité brutale, digne d'un gangster, a un revers. Son rejet radical du droit et de la légalité comme mécanismes de lutte contre la violence arbitraire pourrait facilement se retourner contre lui.

Premièrement, parce que cela compromet sa légitimité non seulement auprès de ses adversaires, mais aussi auprès de ses propres alliés. Aux États-Unis, les voix qui ont dénoncé la politique belliciste de Trump comme un affront au pouvoir législatif et à la Constitution ne se limitent pas aux figures progressistes telles que Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez ou Zohran Mamdani.



Elles incluent également des personnalités liées au Parti républicain, comme le représentant Thomas Massie et les sénateurs Rand Paul et Susan Collins, entre autres.

De même, de nombreux pays traditionnellement proches des États-Unis commencent à exprimer leur inquiétude, publiquement ou plus discrètement, face à la manière éhontée dont Trump bafoue le droit international.

Premièrement, parce que chaque fois que le président se vante d'actions que le Statut de Rome considère comme des crimes d'agression ou des crimes de guerre, ou qu'il porte atteinte à la Charte des Nations Unies, il sape leur autorité à exiger que des pays comme la Russie ou la Chine se conforment à cette loi.

De plus, cela les contraint à adopter une politique de deux poids, deux mesures difficilement justifiable auprès de leur propre

opinion publique. Ainsi, nombre d'alliés des États-Unis abhorrent politiquement Maduro, mais estiment que le simple fait de tolérer l'enlèvement et la détention illégale d'un chef d'État étranger, ou de son conjoint, crée un dangereux précédent.

Et si les aventures impériales de Trump, outre leur caractère éthiquement répréhensible, sont illégales au regard du Statut de Rome ou de la Charte des Nations Unies, alors celui qui semble être le plus fort aujourd'hui pourrait bien se retrouver dans une situation très délicate.

Suite à l'invasion du Venezuela par Trump, l'Association américaine des juristes, le Conseil latino-américain pour la justice et la démocratie et d'autres organisations juridiques rassemblent des preuves en vue de déposer une plainte auprès du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale. Parallèlement, certains envisagent de saisir le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire et même de soumettre un *mémoire d'amicus curiae* (une contribution externe d'arguments juridiques courante aux États-Unis dans les affaires d'importance sociale majeure) au tribunal du district sud de New York, qui jugera Maduro et son épouse.





À court terme, il reste à voir si le système judiciaire de la première puissance militaire mondiale, cette fois sous l'autorité du juge Alvin Hellerstein, confirmera les actions manifestement inconstitutionnelles de Trump et de ses faucons. De même, les déclarations de divers États à travers le monde aux Nations Unies et au sein d'autres instances internationales devront être suivies de près.

En tout état de cause, l'espoir d'une alternative au despotisme mondial que Trump et ses oligarques entendent imposer repose uniquement sur la réaction des peuples et de l'opinion publique internationale. Car ce qui commence déjà à émerger, au fond, c'est l'idée que l'impérialisme, outre sa brutalité, est largement illégal. Et cette idée ne se limite pas aux juristes du monde entier. Elle gagne aussi du terrain auprès des milliers de personnes qui, comme en Palestine, manifestent dans les rues contre l'arrogance de Trump et de Marco Rubio et pour défendre la souveraineté des nations.

Et il ne s'agit pas seulement de Caracas, mais aussi de villes aussi diverses que Paris, New York, Barcelone, Madrid, Mexico et Athènes. Dans toutes ces villes, on

observe une lassitude croissante envers ceux qui, comme Trump, s'accrochent à l'usage flagrant de la force simplement parce qu'ils en disposent et qu'ils se croient invulnérables.

Si cette lassitude se mue en colère et en une opposition massive et croissante à ces actions, l'avenir risque d'être incertain. Car lorsqu'une grande puissance abandonne toute retenue éthique et légale, elle peut sembler redoutable et invincible à court terme. Mais à moyen et long terme, une autre réalité se dessine : cette démonstration d'arrogance impériale et cet usage brutal de la force masquent une profonde faiblesse. Et ce qui est parfois présenté comme une supériorité irrésistible peut aisément devenir le prélude à un déclin brutal.

**Gerardo Pisarello, député de Communs. Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone.*



Dix commandements pour sauver la vie dans cette maison commune

Par Michael Lowy, Écologie anticapitaliste, 27 décembre 2025, site d'Amerindia

Note : L'auteur de cet article ne se prend pas pour un nouveau Moïse ni ne prétend avoir reçu cet Éco-décalogue de Yahvé. Il s'agit simplement d'une tentative de répondre, avec une touche d'ironie, en deux petites pages, à la question que plusieurs se posent : Que faire aujourd'hui face à la crise écologique et à la catastrophe climatique?

1. Prendre au sérieux la crise écologique

Ce n'est pas un problème parmi tant d'autres, c'est la question politique, économique, sociale et morale la plus importante du 21^{ème} siècle. Une question de vie ou de mort. Notre maison commune est en flammes. Il n'y a pas de temps à perdre. Tu as d'autres préoccupations? Tu es préoccupé, avec raison, par le prix de l'essence et du gaz, et tu te préoccupes, sans raison, du nombre de personnes arabes, noires, gitanes, juives, mexicaines ou gaies, qu'il y a dans ton pays. Tu dois changer de préoccupation. La crise climatique est plus grave. Beaucoup plus grave ? Infiniment plus grave. Il s'agit de ta survie ou de celle de tes enfants et de tes petits-enfants.

2. Tu n'adoreras pas les idoles de la religion capitaliste

Économie de marché, énergies fossiles, croissance du PIB, Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international, compétitivité, paiement de la dette, etc. Ce sont de faux dieux, avides de sacrifices humains et responsables du réchauffement global.

3. À chaque jour, tu agiras en accord avec les principes écologiques

Tu refuseras de voyager en avion pour des distances pouvant être parcourues en train. Tu réduiras drastiquement ta consommation de viande. Tu éviteras les pièges de la consommation. Conscient de l'interdépendance de tous les êtres vivants, tu agiras avec prudence et respect envers la nature, mais tu rejetteras les illusions du colibrisme : la croyance que le changement écologique sera le résultat de la somme des petites actions individuelles.

4. Tu appuieras les actions collectives : par exemple, n'importe quelle lutte écologique concrète, dans ton pays et dans le monde.

Selon le cas, tu choisiras les manifestations, les marches, les actes de désobéissance civile, les ZAD (zones de résistance au développement). Tu participeras ou appuieras les mouvements, ONG, etc. qui luttent pour des causes écologiques, en donnant la priorité aux plus radicales.

5. Tu n'opposeras jamais le social à l'écologique

Tu t'efforceras, par tous les moyens, de favoriser la convergence entre les luttes sociales et écologiques. Tu agiras pour garantir des emplois alternatifs aux travailleurs et aux travailleuses des entreprises contaminantes qui doivent fermer. Tu tenteras de créer des liens entre les syndicats et les mouvements écologiques.

L'ÉCOCIDÉ CAPITALISTE

ALAIN BIHR

1 UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE PLANÉTAIRE 2 LA NATURE EN PROIE AU CAPITAL
3 PERSPECTIVES HISTORIQUES



page 2: SYLÈPSE

6. Tu offriras ta solidarité, militante et/ou financière, aux personnes réfugiées climatiques et aux victimes des catastrophes écologiques

Tu exigeras qu'on leur ouvre les frontières de ton pays et que les pays riches du Nord indemnisent les pays pauvres du Sud pour les dommages causés par le changement climatique.

7. Tu lutteras sans repos contre les politiques sociales écocides et/ou négationnistes du changement climatique

Trump, Bolsonaro, Scott Morrison et compagnie, tous les moyens sont bons pour les déloger, les renverser et les neutraliser.

8. Tu refuseras d'appuyer ceux qui invoquent l'écologie en vain

C'est-à-dire les politiciens qui prononcent de beaux discours, mais n'agissent pas contre les émissions et les énergies fossiles ou qui proposent de fausses solutions comme les droits d'émission, les mécanismes de compensation et autres mystifications du capitalisme vert et du greenwashing.

9. Tu lutteras, par tous les moyens, contre les entreprises de l'oligarchie fossile

C'est-à-dire, l'énorme complexe économique-financier-politique-militaires lié aux énergies fossiles : le pétrole, le charbon, le gaz. Tu lutteras pour leur expropriation et pour la création d'un service public d'énergie, résolument orienté vers les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydrauliques, etc.) et capable d'offrir des services gratuits aux classes populaires.

10. Sachant que le problème est systémique

Il ne sera pas possible de trouver une solution réelle à l'intérieur du capitalisme, tu participeras, d'une manière ou d'une autre, aux partis ou mouvements qui proposent des alternatives anticapitalistes : éco-socialisme, écologie sociale, décroissance, etc.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier

Des nouvelles du CAPMO

Soirée mensuelle du 15 janvier 2026

Via Campesina, éducation populaire et souveraineté alimentaire

2ème étage du 435 rue du roi à Québec

Lundi 2 février 2026

Journée de grève des organismes de défense collective des droits

pour exiger un rehaussement du financement à la mission

Dans le cadre du Mois de l'Histoire des Noirs

Soirée mensuelle du 19 février 2026

Que savons-nous du profilage racial à Québec ?

Conférence de Maxim Fortin

Organisé avec le COPAQ

Soirée mensuelle du 19 mars 2026

Éco-féminisme, une pensée porteuse d'espoir !

Animée par le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale nationale (RGF-CN)

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

22 mars de 13h à 16 h

Centre Durocher, 680 rue Raoul-Jobin à Québec

Commémoration de l'assassinat de Mgr Oscar Romero par les sbires de l'armée états-unienne